

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 16/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT-BRIEUC FONDERIE SAS**

82 RUE JULES FERRY  
22000 Saint-Brieuc

Références : 2025.368  
Code AIOT : 0005500400

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SAINT-BRIEUC FONDERIE SAS implanté 82 RUE JULES FERRY 22000 SAINT-BRIEUC. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT-BRIEUC FONDERIE SAS
- 82 RUE JULES FERRY 22000 SAINT-BRIEUC
- Code AIOT : 0005500400

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-BRIEUC FONDERIE exploite une fonderie produisant essentiellement des pièces d'usure destinées à être utilisées dans les industries ayant des activités d'abrasion (carrières, cimenteries, tuileries, briqueteries, métallurgie, etc.).

Cet établissement compte un peu moins de 80 salariés.

Il relève du régime de l'autorisation au titre ICPE et relève de la directive IED (directive sur les émissions industrielles) : il bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral initial du 20/02/1965 et est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2001 modifié à plusieurs reprises.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nombre de piézomètres	AP Complémentaire du 19/08/2020, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	6 mois
3	Cessation de l'ancienne décharge de sables de fonderie	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois
4	Modification du périmètre ICPE	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéa I-1°)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
5	Stockage des modèles	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéa 14.1.1. (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Retombées atmosphériques dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	24 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sens d'écoulement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 19/08/2020, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéas 9.5 et 9.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	IED : réexamen et rapport de base	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71 et L.515-30	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 alinéa 14.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fonderie a procédé à de nombreuses actions, notamment l'implantation d'un nouveau piézomètre et l'élimination d'anciens déchets stockés à l'arrière du site. Cependant, l'inspection conclut à la nécessité d'actions correctives et de demande de justificatifs, concernant notamment les déchets stockés dans la zone située "entre les sapins" et la modélisation incendie du stockage des modèles au sein du bâtiment de production.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nombre de piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2020, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nombre de piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un nouveau piézomètre doit être créé, dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, afin d'être situé en aval hydraulique direct.</p>

**Constats :**

En réponse à article 1 alinéa c) de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2025, en vue de l'implantation d'un nouveau piézomètre :

- la fonderie a fait réaliser une étude hydrogéologique par Socotec (rapport du 22/10/2024 - n° d'affaire : 2404E14Q5000019 - n° chrono : E14Q5/24546) ;
- ce rapport conclut à l'intérêt d'implanter un nouveau piézomètre pour permettre une meilleure triangulation et capter les eaux souterraines en aval de l'ancienne décharge ;
- des échanges ont eu lieu par mail entre l'inspection, la société Leclerc (propriétaire des parcelles de l'ancienne décharge) et la fonderie, compte-tenu de l'interférence entre l'implantation du nouveau piézomètre et les projets commerciaux de Leclerc sur la parcelle.

Le jour du contrôle, la fonderie a indiqué que les travaux de forage du nouveau piézomètre PZD ont été réalisés le 28/08/2025 et a transmis à l'inspection :

- un plan daté du 1er juillet 2025 localisant les 4 piézomètres (3 existants + le nouveau)
- les coordonnées géographiques du nouveau piézomètre (PZD).

La visite sur site a permis de constater :

- la présence de ce nouveau piézomètre PZD,
- la présence d'une petite dalle de propreté autour du piézomètre, avec une pente vers l'extérieur,
- la fermeture du piézomètre par un cadenas,
- l'absence d'identification du piézomètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection considère que la mise en demeure du 06 janvier 2025 peut être levée sur ce point (article 1 - alinéa c).

Cependant, l'inspection :

- demande à la fonderie de procéder à l'identification sur site de ce nouveau piézomètre PZD.
- rappelle la nécessité, lors de la prochaine campagne, de niveler ce nouveau piézomètre PZD et de procéder à la vérification du nivellement des 3 autres piézomètres existants, comme recommandé par le prestataire Socotec dans son rapport susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Sens d'écoulement des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 19/08/2020, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sens d'écoulement des eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2025

#### Prescription contrôlée :

La mesure du niveau des eaux souterraines doit permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire à partir des cotes de nivellement. Pour chaque ouvrage, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, évolution...).

#### Constats :

Une étude hydrogéologique a été réalisé en 2024 par Socotec (rapport du 22/10/2024 - n° d'affaire : 2404E14Q5000019 - n° chrono : E14Q5/24546).

Elle met en évidence que *"le sens réel d'écoulement de la nappe au droit du site est difficile à déterminer, et varie de manière significative en fonction des saisons et des épisodes pluvieux"* et indique que le sens d'écoulement est certainement perturbé par :

- la différence de nature du sol au droit de l'usine (socle granitique) et le long du ruisseau du Pas-Jouha (alluvions argileuses)
- la perméabilité du sol et la fracturation du granite
- la proximité du ruisseau de Pas-Jouha et son busage partiel (traversant le site).

De plus, Socotec note que les piézomètres existants sont presque alignés, ce qui ne permet pas une bonne triangulation du sens d'écoulement des eaux souterraines.

Un 4ème piézomètre a donc été implanté au Sud-Ouest du site. Il permettra, lors des prochaines campagnes de suivi des eaux souterraines, de préciser le sens d'écoulement des eaux souterraines de la nappe, grâce à une meilleure triangulation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Cessation de l'ancienne décharge de sables de fonderie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, .

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025

#### Prescription contrôlée :

La société SAINT-BRIEUC FONDERIE, qui a exploité la zone de stockage de sables de fonderie et de déchets industriels inertes, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires définies dans le présent arrêté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de cette zone,

<p>compte tenu de l'usage futur du site fixé à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent à la zone de stockage des sables de fonderie et de déchets industriels inertes sur les parcelles suivantes :</p> <p>Communes : Ploufragan</p> <p>Références cadastrales : AB598, AB599, AB600, AB601, AB602, AB770, AB771</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été convenu, à titre privé, entre la fonderie et la société Leclerc que les travaux nécessaires à la réhabilitation de l'ancienne décharge et les travaux de clôture seraient réalisés dans le cadre des travaux d'aménagement de la zone par la société Leclerc.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'être tenue informée de l'avancement de ce dossier et de proposer le cas échéant une nouvelle organisation pour la réhabilitation de l'ancienne décharge en cas de "non-aboutissement" du projet Leclerc Ploufragan.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 4 : Modification du périmètre ICPE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéa I-1°)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, .</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de l'installation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la rétrocession du bâtiment administratif au propriétaire LESSARD, et suite à la visite d'inspection de 2024, la fonderie a précisé par courrier du 12/12/2024 que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le planning définitif des travaux n'était pas encore réalisé,</li> </ul>

- le devis de réhabilitation est en cours,
- le début des travaux est prévu début 2025,
- les clôtures devaient être posées courant février 2025,
- la réfection du parking est intégré au dernier lot du chantier du propriétaire Lessard ; le recouvrement tel que préconisé sera réalisé au mieux en mai 2026.

La visite sur site a permis de constater que le chantier de réhabilitation du bâtiment a commencé, que des aménagements ont été réalisés au niveau de l'entrée de la fonderie pour séparer la fonderie du chantier. La fonderie précise que toutes les clôtures du projet de Lessard n'ont pas encore été réalisées, notamment celles à l'arrière, mais que le chantier est fermé au public.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les parcelles rétrocédées au propriétaire, la société Lessard, ne pourront être retirées du périmètre ICPE de la fonderie qu'après réalisation effective des mesures prévues dans le dossier du 24/05/2023, notamment le recouvrement des sols et la clôture. A l'issue de ces travaux, l'inspection proposera d'inscrire ces parcelles en SIS (Secteur d'Information sur les Sols).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 5 : Stockage des modèles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéa 14.1.1. (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, .

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025

#### **Prescription contrôlée :**

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.  
(...)

#### **Constats :**

En réponse à l'alinéa a) de l'article 1 de l'AP de mise en demeure du 06/01/2025, la fonderie a fait réaliser une étude des flux thermiques en cas d'incendie de son stockage de modèles bois dans le bâtiment de production (repère 15 du plan de masse). Cette étude a été réalisée par la société APAVE (rapport de décembre 2024 référencé T241652469-1). Elle conclut que "*les seuils des effets létaux ne sont jamais atteints en dehors de la cellule.*"

Cependant, après analyse par l'inspection, l'étude pose questions sur les points suivants :



- l'étude prend comme hypothèse (p.2 de l'annexe 1 - étude Flumilog) que le mur entre les 2 "cellules" est REI 1min ; pourtant, dans le calcul, la paroi P3 de la cellule n°1 (p.3 de cette annexe) et la paroi P1 de la cellule n°2 (p.6 de cette annexe) ont été saisis en REI 120. Ces informations semblent contradictoires. La visite sur site a permis de constater que le mur séparatif entre les 2 "cellules" de stockage est en pierres et présente une grande ouverture.
- les parois extérieures du stockage ont été considérés REI 120 (notamment la paroi P1 de la cellule n°1 et la paroi P3 de la cellule n°2). La visite sur site a permis de constater que les parois sont en parpaing et/ou en briques et que le bâtiment est relativement ancien. L'inspection s'interroge sur la garantie d'une tenue au feu REI 120 pour de telles parois ; sur quelles références s'est basé le prestataire APAVE pour considérer le caractère REI 120 de ces parois ? une expertise de ces murs semble nécessaire pour garantir la caractéristique REI 120.
- la cartographie en p.9 de l'annexe Flumilog montre une zone "jaune" correspondant au flux de 5kW/m2 côté paroi P1 de la cellule n°1, alors que l'étude conclut en p.12 que les seuils des effets létaux ne sont jamais atteints en dehors de la cellule. Ces informations semblent contradictoires.

Par ailleurs, la visite sur site a permis de constater que la fonderie a supprimé 2 racks de stockage de modèles (ceux les plus proches de l'habitation).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La fonderie doit se rapprocher de son prestataire APAVE et apporter les réponses aux questions soulevées ci-dessus et les justificatifs correspondants, afin de s'assurer de la fiabilité des conclusions de l'étude Flumilog.

L'inspection considère que la mise en demeure du 06 janvier 2025 ne peut pas être levée sur ce point (article 1 - alinéa a) tant que les justificatifs ci-dessus ne sont pas apportés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 – alinéas 9.5 et 9.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, .

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025

#### **Prescription contrôlée :**

**Arrêté préfectoral du 19/01/2001 - art.2 - alinéa 9.5 :**

Normes de rejets :

Les concentrations à l'émission des polluants dont les flux rejetés à l'atmosphère dépassent les

valeurs du tableau mentionnés à la disposition 9.6.3 doivent être inférieures aux valeurs ci-après :

Type de polluant	Concentration limite en mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières totales	40
Monoxyde de carbone (CO)	100
Oxydes de soufre (SOx)	300
Fluor et composés (HF)	5
Composés Organiques Volatils (COV)	150
Sb (antimoine) + Cr + Co + Sn + Mn + Ni + Pb + V (vanadium) + Zn et composés	5
Chlore et composés (HCl)	5
Hydrogène sulfuré (HS)	5

Si le flux total de poussières rejetées reste inférieur à 1kg/h, la concentration limite susvisée est relevée à 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

Si le flux de composés organiques volatils figurant dans l'annexe I du présent arrêté dépasse 2 kg/h, leur concentration dans les rejets sera limitée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Arrêté préfectoral du 19/01/2001 - art.2 - alinéa 9.6 :**

9.6.1. : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières sera effectuée, en tant que de besoin, par un organisme agréé et selon les méthodes normalisées en vigueur.

(...)

9.6.2 : Lorsque les rejets mentionnés à la disposition 9.5. dépassent les seuils de la disposition 9.6.3, l'exploitant doit réaliser en continu une mesure du rejet correspondant. (...) Les conditions de surveillance éventuelle de ces rejets sont fixées en accord avec l'inspection des installations classées.

9.6.3 : L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de réaliser, à ses frais et par un organisme agréé, une campagne d'analyses permettant de situer les flux de polluants rejetés par rapport aux valeurs ci-après :

Type de polluant	Flux, en kg/h
------------------	---------------

Poussières totales	5
Monoxyde de carbone (CO)	50
Oxydes de soufre (SOx)	150
Fluor et composés (HF)	5
Composés Organiques Volatils (COV)	20
Sb + Cr + Co + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn et composés	0,5
Chlore et composés (HCl)	1
Hydrogène sulfuré (HS)	1

(...)

**Arrêté ministériel du 02/02/1998 :**

**art.58 :**

I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

(...)

**Constats :**

Lors de l'inspection de 2024, des demandes de justificatifs ont été faites à l'exploitant concernant les paramètres suivis, la fréquence de surveillance et la mise à jour du plan des points de rejets. L'inventaire des rejets atmosphériques, les paramètres suivis par typologie de rejet atmosphérique, les valeurs limites applicables et la fréquence de suivi devront être mis à jour et en conformité avec les meilleures techniques disponibles, dans le cadre du dossier de réexamen IED attendu en décembre 2025 (BREF SF paru en décembre 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Retombées atmosphériques dans l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, .
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>9-7°) Retombées de poussières dans l'environnement</p> <p>L'exploitant doit faire procéder par un organisme compétent à des mesures des retombées de poussières dans l'environnement à l'extérieur du site, au plus tard fin septembre 2014 puis une fois tous les deux ans.</p> <p>Paramètres :</p> <p>Ces analyses doivent porter sur les paramètres suivants :</p> <p>poussières totales, cadmium (Cd) + mercure (Hg) + thallium (Tl) et leurs composés, plomb (Pb) et ses composés, antimoine (Sb) + chrome (Cr) dont chrome 6 (Cr6) + cobalt (Co) + cuivre (Cu) + étain (Sn) + manganèse (Mn) + nickel (Ni) + vanadium (V) + zinc (Zn) et leurs composés, arsenic (As) + selenium (Se) + tellure (Te) et leurs composés.</p> <p>Cette liste de paramètres pourra être révisée en fonction des résultats de la première campagne de surveillance. Les paramètres non détectés lors de la première campagne pourront ne pas être analysés lors des prochaines campagnes de surveillance, après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats sont exprimés en mg / m2 / jour.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu dans un environnement proche du site.</p> <p>Points de mesures :</p> <p>La localisation des points de mesure doit être justifiée et définie entre autres sur la base des points de rejets canalisés et diffus, de la rose des vents et de l'implantation des tiers.</p>

Le nombre de points de mesure ne pourra pas être inférieure à 5, dont 3 points dans l'axe principal des vents dominants, 1 point dans l'axe des vents secondaires et 1 point témoin situé en dehors des zones de retombées des poussières de l'usine.

Exploitation du réseau :

Les mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal de l'installation.

Chaque campagne de surveillance devra être réalisée tous les deux ans à la même période de l'année.

Chaque campagne de surveillance doit durer au minimum 1 mois.

Pendant cette durée minimale d'1 mois, la surveillance doit être réalisée à intervalles n'excédant pas la semaine du maintien opérationnel des équipements et tous les dysfonctionnements constatés doivent être réparés dans un délai maximal de 8 jours.

Les 5 points de mesure doivent être relevés simultanément.

Rapport :

À chaque campagne de surveillance, l'exploitant transmet un mémoire à l'inspection des installations classées, comprenant a minima les éléments suivants :

un plan de localisation des points de mesure et une justification du choix retenu,  
des justificatifs du fonctionnement des installations lors des mesures,  
les résultats et leur interprétation notamment.

#### **Constats :**

En réponse à la demande de justificatif lors de l'inspection 2024, la fonderie a transmis le 03/12/2024 à l'inspection le rapport de la campagne de retombées atmosphériques dans l'environnement réalisée du 03 mai au 05 juin 2023.

Une nouvelle campagne de mesures des retombées atmosphériques dans l'environnement a été réalisée du 20 mai au 18 juin 2025, dont le rapport a été transmis à l'inspection le 14/10/2025.

La fréquence d'une campagne tous les 2 ans est donc respectée (2021, 2023, 2025).

L'examen des résultats des campagnes de 2023 et 2025 (rapports SOCOTEC référencés "affaire n°2303E14Q3-013" et "affaire n°2501HSECO-012") met en évidence :

- les paramètres analysés sont conformes à ceux demandés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les données météorologiques sont issues de la station Météo France la plus proche (St-Brieuc) : la hauteur des précipitations, la température moyenne, la vitesse et la direction des vents sont bien indiquées ; la rose des vents est bien reprise sur le plan de localisation des jauges Owen, permettant ainsi d'identifier les points situés sous les vents dominants ;
- les points de mesure sont bien ceux définis en accord avec l'inspection en 2020 et sont

<ul style="list-style-type: none"> <li>identiques en 2021, 2023 et 2025 ;</li> <li>le fonctionnement de l'usine pendant la campagne n'est pas précisé ;</li> <li>la durée minimale des campagnes est respectée (minimum 1 mois) ;</li> <li>les résultats sont bien exprimés en <math>\text{mg/m}^2/\text{jour}</math> : le résultat en poussières totales reste nettement inférieur à la valeur guide de <math>250 \text{ mg/m}^2/\text{jour}</math> et des métaux sont détectés dans les jauges situés sous les vents dominants.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit préciser, dans chaque rapport de mesures des retombées atmosphériques dans l'environnement ou dans son mail d'envoi, le fonctionnement de l'usine pendant la campagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 24 mois

#### N° 8 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, .
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  10.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection de 2024, une mise en demeure a été signée le 06/01/2025 demandant à la fonderie de : <ul style="list-style-type: none"> <li>procéder à l'élimination des réfractaires et des anciens déchets en big-bags stockés à l'arrière du site (derrière les bâtiments BM1 et BM2) ;</li> <li>faire éliminer ou stocker sur rétention les "petits" bidons constatés entre le magasin de modèles et l'usine;</li> <li>procéder à un meilleur aménagement des différentes zones de stockage des déchets, en prévoyant notamment des délimitations physiques par zone, des identifications de ces zones, une étanchéité de toutes les zones.</li> </ul>

zones, une étanchéité de toutes les zones.

En réponse, l'exploitant a répondu à l'inspection par courrier du 12/12/2024 que :

- les fûts situés derrière l'usinage ont été enlevés par la société SARP en septembre-octobre 2024 ; des extraits de Trackdéchets\* ont été joints en justificatifs (\*base de données des gestion de la traçabilité des déchets) ;
- les réfractaires situés derrière le bâtiment BM1 ont été enlevés courant octobre 2024 par la société L'Echelard ;
- les bigs-bags situés derrière le bâtiment BM1 ont fait l'objet d'un ré-ensachage fin octobre début novembre 2024 et un certificat d'acceptation préalable était en cours chez Séché et l'enlèvement était prévu au plus tard fin février 2025 ;
- les "petits" bidons sans rétention ont été enlevés le jour même de l'inspection de 2024.

La visite sur site en 2025 a permis de constater :

- l'élimination des réfractaires (qui étaient situés en 2024 derrière le bâtiment BM1),
- l'absence de bigs-bags endommagés et d'IBS à l'arrière du bâtiment BM1,
- la présence des déchets restants sur zone étanche.

L'exploitant précise avoir procédé à plusieurs éliminations de déchets (4 camions Séché et 2 camions Chimirec) mais tous les déchets "anciens" (big-bags de poussières MM et MSV) n'ont pas encore pu être tous éliminés. Il indique procédé à 1 élimination par mois pour des raisons financières et s'engage à avoir éliminé tous les déchets "historiques" d'ici fin 2025.

Une fois ces déchets "historiques" éliminés, la fonderie prévoit de stocker les déchets produits, uniquement entre les bâtiments BM1 et BM2.

Par ailleurs, lors de la visite sur site en 2025, il a été constaté une quantité non négligeable de déchets dans la zone "Lessard" entre les sapins, qui semblaient mélangés (normalement, cette zone devrait comporter 3 stocks de déchets distincts de scories (déchets de fours), de réfractaires et de sables de fonderie (issus du nettoyage de l'usine).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant l'élimination des déchets anciens de réfractaires et big-bags de fines à l'arrière du site, l'inspection considère que la mise en demeure du 06 janvier 2025 peut être levée sur ce point (article 1 - alinéa b).

Cependant, l'inspection rappelle que :

- la fonderie doit procéder aux derniers enlèvements de déchets "historiques" (big-bags situés en dehors de la zone entre les bâtiments BM1 et BM2) et identifier la zone de stockage des déchets entre les bâtiments BM1 et BM2 (en précisant la typologie des déchets).
- la fonderie doit procéder à l'élimination régulière des déchets stockés dans la zone "Lessard" entre les sapins et stocker les déchets par typologie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 90 jours

N° 9 : IED : réexamen et rapport de base

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71 et L.515-30

**Thème(s) :** Risques chroniques, .

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>R.515-71 :</b> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. (...)</p> <p><b>L.515-30 :</b> L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 29/07/2014, le site relève du classement IED suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• désignation des installations : fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20t/j</li> <li>• rubrique de la nomenclature ICPE : 3240</li> <li>• document de référence : BREF SF "forges et fonderies"</li> </ul> <p>Ce BREF a fait l'objet d'une révision au niveau européen : les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur des forges et fonderies ont fait l'objet d'une décision du 29/11/2024 publié au JOUE du 06/12/2024.</p> <p>Conformément à l'article R.515-71, l'industriel doit adresser un dossier de réexamen sous 12 mois, soit avant le 06/12/2025. Cette obligation a été rappelée à l'industriel par courrier du 02/09/2025. L'exploitant indique avoir passé commande auprès de la société Socotec pour l'établissement du dossier de réexamen dont le dépôt est prévu en décembre 2025. Il a également demandé un devis pour l'établissement du rapport de base, qui sera fait dans un 2ème temps courant 2026. L'industriel indique avoir participé à la demi-journée ministérielle de présentation du BREF SF du 29/09/2025 et regrette qu'aucune fonderie d'acier n'ait pu répondre aux questionnaires préalables à la révision du BREF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 2 alinéa 14.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, .</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens et plan d'intervention appropriés aux risques encourus.</p> <p>Dans ce but, l'exploitant fait parvenir un dossier complet (plans de l'établissement avec emplacements des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, des dispositifs de commandes de sécurité, des moyens d'extinction fixes et d'alarme, schémas d'évacuation prévus</p>



au point 14.2.2) au chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de SAINT-BRIEUC afin d'établir un plan d'attaque de l'établissement.

Ce dernier doit prévoir en particulier, les moyens d'extinction à utiliser (notamment en vue d'éviter les rejets d'eaux d'extinction dans les réseaux d'égout publics et le milieu naturel) et les mesures à prendre pour faciliter l'intervention des secours extérieurs. Les risques liés à la nature de l'activité exercée et des produits stockés seront portés à la connaissance de ces services.

En outre :

- les extincteurs seront d'un type homologué NF MIH.
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.
- des réserves de matériaux absorbants (sable à l'état meuble avec pelles de projection ou autre produit équivalent devront être créées pour épancher les produits accidentellement déversés.
- une liste définira nommément le personnel de l'établissement chargé des premiers secours et intervention en cas d'incendie. Ce personnel sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble de ce personnel participera à au moins un exercice sur feu réel tous les deux ans.
- des dispositions seront prises pour permettre une intervention aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visibles.
- les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées.

#### Constats :

L'exploitant précise que :

- le site dispose d'environ 200 extincteurs ;
- le plan des extincteurs a été mis à jour ;
- un exercice incendie a été réalisé en octobre 2025.

La visite sur site a permis de constater la présence de poteaux incendie sur le site.

Une visite sur site spécifique sera menée avec le SDIS en 2026 sur le thème du risque incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite